

Rapide évaluation de l'impact de la crise du secteur minier de la zone Lubumbashi-Likasi-Kolwezi de la province du Katanga (RD Congo) et des potentialités en terme de promotion de l'emploi

La problématique agricole

I. Introduction

En concertation avec la partie nationale, le BIT a accepté d'apporter son expérience et ses expertises pour appuyer la RD Congo dans la promotion de l'emploi et du travail décent et ce, conformément aux actions définies dans le cadre du Programme de soutien à la formulation de la Politique Nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (PNEFP) et au plan d'action national pour l'emploi des jeunes (réalisé avec l'appui technique et financier du BIT et du PNUD).

L'emploi, et en particulier l'emploi des jeunes, est devenu une priorité gouvernementale en RDC comme l'ont montré le Forum national pour l'emploi tenu en septembre 2007 puis le discours du président Kabila de décembre 2007 qui fait de la promotion de l'emploi un des 5 chantiers prioritaires du gouvernement. Cependant la crise économique et financière actuelle, qui s'étend maintenant à l'ensemble des pays en développement, touche très durement l'économie de la RDC qui avait connu dans les années passées une croissance forte tirée par les investissements directs étrangers (IDE) et l'exportation de matières premières dont les prix mondiaux s'étaient fortement appréciés. Il est maintenant clair que la crise globale se traduit par une crise de l'emploi en RDC, fragilisant de ce fait la réalisation d'un des cinq chantiers présidentiels.

La contraction des IDE, des recettes d'exportations des matières premières, des transferts de fonds des travailleurs étrangers sont les principaux vecteurs du ralentissement économique en RDC avec un impact très négatif sur l'emploi. Plusieurs centaines de milliers d'emplois ont déjà été supprimés dans le secteur minier, principalement au Katanga, et d'autres secteurs sont aussi durement touchés comme la construction, les transports ou le secteur agro-alimentaire.

Compte tenu de cette situation, et sur invitation de Son Excellence Monsieur le Ministre Provincial de la Santé et des Affaires sociales (en charge de l'emploi et du Travail), s'est tenu du 26 au 27 juin 2009 à Lubumbashi, avec le concours technique et financier du BIT, l'Atelier tripartite portant pour thème « Contribution au développement provincial durable à travers un meilleur fonctionnement du marché du travail ».

Compte tenu de la forte mobilisation tripartite provinciale lors de l'atelier, de la requête du Gouverneur provincial pour la mise en place d'un cadre intégré d'activités pour la promotion de l'emploi, et en priorité l'emploi des jeunes (sur le modèle du projet BIT LISIE en Zambie, par exemple), et du plein soutien du Ministre national de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale pour la mise en œuvre d'activités pilotes au niveau provincial, le projet pilote KISIE proposé par le BIT a pour objectif :

- (1) fournir aux Gouvernements de la RD Congo et de la province du Katanga une évaluation de l'impact rapide de la crise actuelle sur l'emploi en appliquant au niveau provincial le guide du BIT pour l'évaluation de l'impact de la crise en mettant l'accent sur les pistes de promotion de l'emploi à travers la valorisation des ressources locales;
- (2) mettre en œuvre un projet pilote d'intervention rapide dans la zone Lubumbashi-Likasi-Kolwezi, région minière de la province du Katanga. L'objectif est d'atténuer l'effet de la crise sur l'emploi et surtout l'emploi des jeunes et des groupes vulnérables comme les travailleurs du secteur minier artisanal.
- (3) l'élaboration de recommandations politiques pour promouvoir l'emploi productif et l'employabilité des jeunes.

Dans la foulée, le BIT entend, par cette étude, contribuer à l'évaluation des potentialités du secteur agricole de la province du Katanga comme réponse à la crise qui frappe actuellement la province du Katanga et qui se caractérise par une paupérisation accrue de la population, un taux élevé des importations des produits agricoles en provenance d'Afrique australe alors que des terres restent inexploitées. L'articulation entre agriculture et centres urbains miniers est très faible si bien que les grandes cantines minières importent la plupart de leurs aliments.

Le principal objectif de cette étude est de mener un diagnostic complet sur le plan agronomique, économique et financier en vue d'une relance de l'activité agricole par la création d'emploi en adéquation avec les potentialités des débouchés alimentaires de l'axe Lubumbashi – Kolwezi et en réponse à la crise actuelle.

Depuis les différentes guerres dites de libération (1997-2004), on a observé une croissance soutenue de la démographie dans les 3 villes de l'Hinterland minier du Katanga (Lubumbashi, Likasi et Kolwezi). Aujourd'hui, à elles seules ces trois villes totalisent près de 4 millions d'habitants soit près de la moitié de la démographie de la population (PNUD, 2009).

Cette situation a contribué sérieusement à accentuer les graves problèmes de chômage et d'insécurité alimentaire déjà vécus par les populations de cette partie de la province au point que de 2 300 calories par personne et par jour des années 1990-1992, l'apport calorique est actuellement de moins de 1 500 calories. Par ailleurs, 67% de la population de l'Hinterland minier du Katanga vit avec moins de 1\$ par jour (PNUD, 2009).

Ce tableau s'assombrit encore plus avec la crise financière mondiale qui touche en premier les entreprises minières fleuron de l'économie de la province. A ce jour, plus de 90% des entreprises minières œuvrant dans les trois villes ont quasiment fermé remettant au chômage près de 122 000 personnes (ONEM, 2009).

L'agriculture a toujours été et reste encore de nos jours le secteur refuge par excellence. Mais, malheureusement, malgré les efforts des agriculteurs on observe une précarité et une insécurité alimentaire sévères dans 11% de la population totale provinciale (PAM, 2008).

Les causes de cette situation sont à trouver entre autres dans :

- 1) Le caractère rudimentaire de l'agriculture au Katanga caractérisé par la faiblesse des investissements agricoles en lien direct avec la question foncière, la faible disponibilité et la mauvaise qualité des intrants (semences, engrais, matériels agricoles), le faible niveau d'encadrement du secteur agricole et la forte pollution (air, terre, eau) suite à l'activité minière ;

- 2) Le transfert d'une bonne partie de la main d'œuvre agricole permanente vers le secteur minier (artisanal ou industriel) à cause des avantages comparatifs qu'offre ce secteur.

A ces causes, on peut ajouter d'autres plus générales comme le manque de volonté politique réelle, l'absence de financement agricole, l'état désastreux des routes et voies de desserte agricole décourageant les opérateurs du secteur à accroître la production.

C'est dans ce cadre que le BIT a initié la présente étude pour évaluer l'impact de la crise financière mondiale sur le niveau de l'emploi dans les trois grandes villes de l'Hinterland minier du Katanga. L'importance de l'agriculture comme activité de survie pour une bonne majorité de la population impose de comprendre les conséquences de cette crise sur le niveau des productions agricoles locales (et donc sur l'emploi agricole direct ou indirect, formel ou informel) et sur ses connexions avec les autres secteurs de la vie économique dont le secteur minier.

II. Aspects politiques généraux de l'agriculture en RDC et au Katanga

La RDC est unanimement reconnue comme dotée d'énormes potentialités agronomiques. Malheureusement, la succession de guerres, de pillages, vols, l'insécurité et les déplacements de population ont précarisé les ruraux et rendu difficile la pratique de l'agriculture, ce qui aggrave les conditions de vie déjà très difficiles de la population. La population rurale est condamnée à une agriculture de subsistance caractérisée par une productivité extrêmement faible, des coûts de commercialisation exorbitants et des marchés quasi-inexistants.

Les principales contraintes qui frappent le secteur agricole sont à la fois d'ordre exogène et endogène.

Parmi les facteurs exogènes, il convient de souligner que les politiques économiques appliquées par les différents Gouvernements qui se sont succédé depuis plusieurs décennies et ont toujours privilégié le secteur minier et un approvisionnement du pays à partir d'importations alimentaires à bas prix. L'aide alimentaire justifiée par la paupérisation accrue de la population congolaise est encore venue accentuer l'influence négative de ces politiques sur l'activité agricole locale.

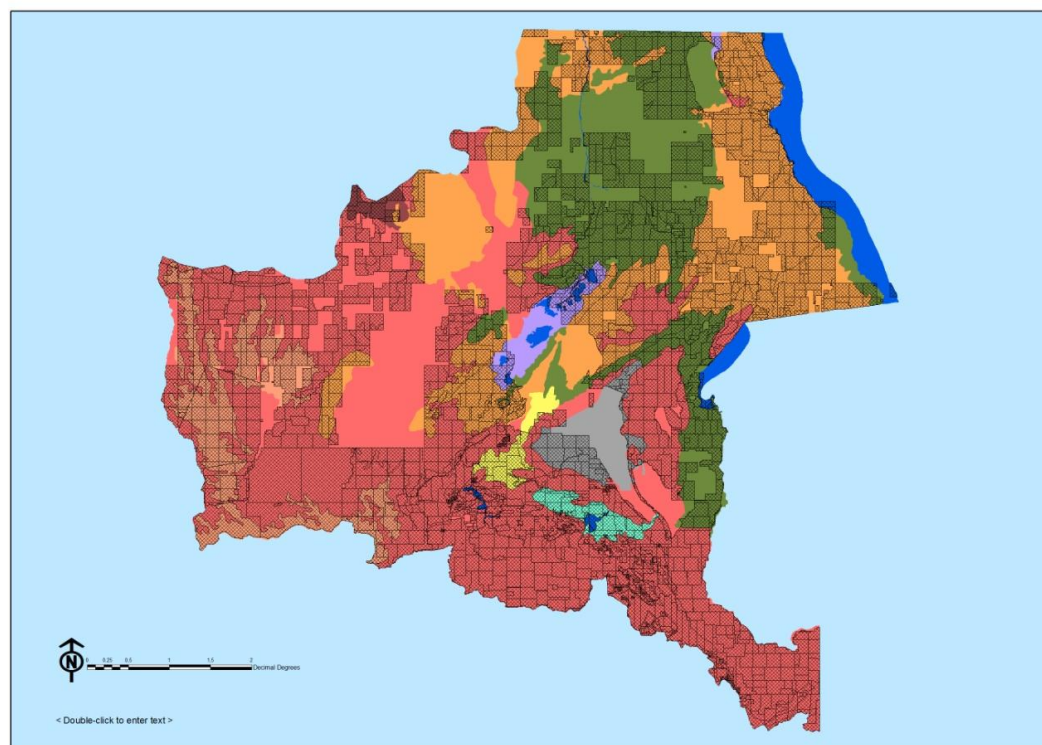
L'accès aux marchés représente le problème le plus important à résoudre. En effet, l'agriculture familiale trouve de moins en moins de débouchés sur les marchés locaux ainsi que sur le marché national et international.

Le marché local en milieu rural est caractérisé par une demande solvable très réduite où les transactions commerciales sont peu nombreuses suite à la faible monétarisation de l'économie locale centrée sur l'autoconsommation.

Sur le marché national, la production du pays est concurrencée par l'importation de produits agricoles moins chers car le plus souvent représentés par des sous-produits issus d'agricultures intensives, subventionnées et parfois importés de façon peu réglementaire.

Le faible niveau de la productivité est le résultat d'une multitude de facteurs endogènes dont les principaux sont liés au caractère extensif de l'agriculture avec un niveau technique peu avancé, au manque d'intrants de qualité (semences, outils,...) et à l'absence de crédit agricole. Dans certaines régions du pays, ces facteurs sont encore accentués par la dégradation de la fertilité des sols et par les attaques parasitaires. En outre, lorsque les producteurs sont capables de générer un surplus, la commercialisation de ce surplus pose d'immenses problèmes.

En pratique, grâce à l'abondance des terres agricoles, le régime foncier congolais ne pose pas encore de problèmes pour l'agriculture, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays de la région. Cependant, la croissance démographique que connaît le pays risque d'augmenter à long terme la pression sur la terre dans les zones peuplées. La distribution des terres reste inégale en raison d'un droit foncier marqué par les coutumes qui confèrent aux chefs traditionnels la détention en propriété de vastes domaines dont la mise en valeur se fait sous forme de métayage. Par ailleurs, de grandes superficies concédées par l'Etat à des entreprises et/ou à des particuliers restent sous exploitées car elles dépassent leur capacité de gestion. Ce mode de faire valoir limite parfois les investissements agricoles et l'utilisation rationnelle des facteurs de production et, par conséquent, la productivité des terres. Consciente de ces problèmes, la RDC a engagé une concertation nationale en vue d'amender la loi foncière pour la rendre plus équitable et plus encourageante pour les investissements privés. En zone minière, la situation est encore plus compliquée puisque les propriétaires fonciers disposent de permis miniers (72% des terres de la province du Katanga seraient sous statut « minier ») comme le montre la figure 1 ci-dessous établie par KASONGO en 2008 :



Ces carrés miniers constituent des concessions sur lesquelles les entreprises minières ont des droits qu'elles peuvent faire valoir à tout moment, ce qui peut avoir comme conséquence le départ des populations qui y sont installées.

La contrainte foncière levée, les difficultés qui grèvent considérablement la structure de coût pour la mise en marché des produits sont d'abord liées au mauvais état des infrastructures de transport. Les routes ne sont praticables que sur certains axes et dans les régions ayant bénéficiés d'une réhabilitation partielle des infrastructures routières et des dessertes agricoles. Compte tenu de l'état du réseau et du prix du carburant, le coût du transport routier est toujours élevé. Les transports fluviaux sont en plein développement mais les moyens restent insuffisants : l'état général de la flotte et les tracasseries administratives ralentissent considérablement les rotations.

La pression fiscale, que ce soit de la fiscalité formelle ou informelle, représente une autre contrainte majeure au développement des échanges. Le système fiscal et parafiscal est particulièrement complexe car il se caractérise par une superposition de règlements et de textes conduisant à une multiplicité des impôts et à des possibilités d'interprétations divergentes et contradictoires des dispositions légales, se traduisant notamment par une fiscalité indirecte en cascade et cumulative et une fiscalité régionale et locale foisonnante. Il convient de remarquer que le peu d'activités productives constitue souvent l'unique source de revenu pour les pouvoirs publics et pour leurs représentants, civils ou militaires.

L'économie rurale est donc prise dans un cercle vicieux de dégradation continue de sa compétitivité, pertes de marchés, manque d'investissements... avec l'exode vers les grandes villes à la clef et ce d'autant que l'on assiste parallèlement à un désengagement de l'Etat dans les secteurs de l'éducation et de la santé en milieu rural.

La province du Katanga est le deuxième pool économique de pays. Sa partie Nord est réputée pour l'agriculture alors que le Sud est plutôt minier et industrialisé.

L'économie du Katanga a connu un net déclin avec la nationalisation (zaïrianisation) de 1973 qui a vu le départ de plusieurs commerçants et autres moyens et petits entrepreneurs. Ensuite, le choc pétrolier (1974) ainsi que les différents pillages des années 90 ont achevé l'écroulement de l'édifice au point que le chômage est devenu préoccupant. Tous les domaines de la vie économique ont été sérieusement touchés si bien qu'il a fallu recourir à des importations toujours croissantes des produits alimentaires pour faire face aux besoins locaux. La libéralisation du secteur minier intervenue en 2005 a entraîné une ruée vers le secteur minier et a permis de résorber le chômage jusqu'à plus de 65%. La création de plus d'une centaine d'entreprises minières a étendu l'action jusque dans les provinces voisines d'où une intensification de l'exode rural avec une explosion démographique battant des records jamais atteints jusque là.

Le boom minier des années 2006-2008 suite à la hausse du cours des principales matières premières a profité à beaucoup d'entreprises minières, ce qui a stabilisé le taux de chômage et facilité l'émergence d'une classe moyenne locale. Les retombées de cette manne ont été vite perçues sur le plan socio-économique et alimentaire. L'antenne provinciale du PRONANUT (Programme national de Nutrition) signale que durant cette période l'apport calorique moyen dans l'hinterland minier était estimé à 2.200 calories par personne et par jour et dans le même temps, les autres paramètres de la sécurité alimentaire étaient tout aussi favorables.

Par contre, le déficit alimentaire a légèrement augmenté suite à la fois à l'amélioration du pouvoir d'achat dans les ménages et à la diminution conjuguée des productions agricoles locales victimes de l'exode agricole.

En général au Katanga, la pauvreté est caractérisée par : (i) l'absence de la paix et de la sécurité ; (ii) la perte d'emplois, des cheptels et des plantations ; (iii) l'accès difficile aux services sociaux de base ; (v) le logement insalubre ; (vi) l'insuffisance ou la vétusté des infrastructures sociales et de santé ; et (vii) l'injustice et l'absence de liberté.

Pour les agriculteurs et en milieu rural, la pauvreté est perçue comme une situation de faible production, de manque d'acheteurs et d'inexistence des voies d'évacuation. D'autre part, elle est perçue comme un manque d'emplois, d'initiatives et de vision à long terme du fait de l'inexistence d'entreprises capables de créer de l'emploi pour la population active. Là où les entreprises existent, elles n'emploient qu'une infime partie de la population en âge de travailler (DSCR, 2007).

Beaucoup d'études sur le Congo montrent que le niveau de pauvreté atteint une bonne partie de la population. Les disparités à l'intérieur de la province sont assez significatives selon le degré d'exposition aux calamités naturelles ou suite à l'instabilité sociopolitique. Le PAM (2008) affirme qu'environ 72% de la population du Sud du Katanga vit dans une situation de pauvreté généralisée, principalement causée par l'écroulement de l'économie jadis soutenue par l'agro-industrie, les mines et le commerce.

Aujourd'hui, l'agro-industrie est quasi inopérante au point que 70% du déficit alimentaire local sont comblés par les importations. Les mines et le commerce ressentent fortement les effets de la crise mondiale à cause de la chute du cours des métaux et de la dégradation des termes de l'échange.

Des études de l'INS (2008) révèlent que dans l'Hinterland minier du Katanga, les dépenses globales annuelles par tête sont évaluées à 181 USD. La structure des dépenses des ménages révèle une prédominance des dépenses alimentaires (64,2%) qui font partie des besoins incompressibles. La part des dépenses alimentaires est un peu moins élevée chez les non pauvres (61,5%) comparée aux pauvres (69,0%).

Les dernières enquêtes menées par le PNUD ont montré que les catégories des ménages où l'on trouve le plus de pauvres sont celles dont le chef travaille dans l'informel agricole (74,6%) ou dans les entreprises publiques (71,6%). Ils sont suivis par les ménages de l'Administration publique (67,6%) et les ménages informels non agricoles. Les ménages informels représentent une part importante de la population du Katanga (90,2%).

Dans ce contexte et à l'issue de plusieurs études et ateliers de réflexion dont la table ronde sur l'agriculture, l'Exécutif provincial du Katanga a souhaité mener différentes actions en vue de permettre une croissance durable du secteur agricole et de retrouver un niveau de sécurité alimentaire acceptable. Il s'agit de :

1. Recentrer l'action de l'Etat en général et du Ministère de l'Agriculture en particulier, en partenariat avec les ONG et les bailleurs de fonds, sur le rétablissement des services agricoles de base, en vue d'améliorer et d'accroître, de manière durable, les systèmes de production ;
2. Encourager et œuvrer à la décentralisation du pouvoir décisionnel dans l'élaboration des programmes provinciaux de développement agricole ; la relance agricole au sein de chaque territoire implique l'élaboration des plans d'action spécifiques à chacun de ces espaces ;
3. Favoriser l'émergence d'un secteur privé capable de développer l'agriculture et d'assurer l'approvisionnement en intrants ainsi que la commercialisation des productions en rapport avec la privatisation de certaines tâches autrefois dévolues aux services techniques du Ministère de l'Agriculture (SENAMA, SENAFIC, SENASEM) ;
4. Favoriser l'émergence d'un secteur privé compétitif susceptible d'offrir à tous et de façon équitable des conditions raisonnables d'accès aux intrants et de commercialisation des productions (sans marges excessives) ;
5. Mettre en place un système de développement agricole qui repose sur le dynamisme des associations paysannes, avec l'encadrement conjoint des ONG et des services publics organisés en conseils agricoles de base ; A cet effet, réfléchir à la création d'un fonds d'appui au secteur agricole qui sera une structure tripartite comprenant les opérateurs du secteur privé, les associations d'agriculteurs et le Gouvernement Provincial.
6. Promouvoir la professionnalisation du secteur agricole et la création d'entités économiquement viables pour que les agriculteurs vivent honorablement de leur travail ;
7. Réaliser la promotion et le renforcement des organisations professionnelles agricoles avec l'appui des ONG tant nationales qu'internationales ; définir les modalités de financement pour assurer l'essor de ces organisations ;
8. Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles en sauvegardant l'environnement. A cet effet, l'élaboration d'un plan de gestion environnementale est requise.

Par ailleurs, depuis deux années, on assiste à une revalorisation du secteur agricole par l'accroissement de sa part au budget national (de 2% à 4%) et une volonté des pouvoirs publics à résoudre les problèmes cruciaux que pose l'agriculture par la réhabilitation du réseau routier et des voies de desserte agricole et par l'encouragement de la mécanisation agricole qui s'est traduite par la mise à disposition par les gouvernement national et provincial du Katanga de 220 mini tracteurs à raison de 10 par territoire et d'une centaine de tracteurs de moyen calibre. Le mode d'exploitation et d'acquisition de ceux-ci ne semblent cependant pas suffisamment transparents pour garantir un succès à ce projet. Il convient également de souligner la reprise de la technique de la culture attelée conduite par le Projet de Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural (PRESAR) financé jusqu'en 2010 par la BAD (Banque Africaine de Développement).

III. Caractéristiques de l'agriculture au Katanga

Le secteur agricole au Katanga comprend deux grandes catégories d'exploitations dont l'une est qualifiée de traditionnelle et l'autre de moderne.

L'**exploitation agricole traditionnelle** est de type familial et constitue le pilier de la production agricole de la Province car elle produit l'essentiel (60%) de la production vivrière d'abord orientée vers l'autoconsommation du ménage, le surplus faisant objet d'une commercialisation.

Elle se caractérise par :

- Des petites superficies ne dépassant pas en moyenne 0,70 ha/ménage agricole
- Pratique de la jachère
- Faible rendement
- Non utilisation des intrants améliorés
- Outillage rudimentaire
- Sans ouvriers agricoles

Les principales cultures pratiquées sont : manioc, maïs, arachides, haricots, soja, niébé, patate douce, paddy, pomme de terre, les cultures maraîchères et les arbres fruitiers.

En fonction de la zone agro écologique se rapportant à l'hinterland minier du Katanga, les habitudes alimentaires et l'intérêt économique privilégient l'exploitation des cultures vivrières suivantes : maïs, manioc, patate douce, haricot, riz paddy (dans les nombreuses vallées).

Les cultures maraîchères comme le confirment beaucoup d'études réalisées dont celle de la FAO (2007) ont connu un succès considérable et se sont développées sur les terrains qui le permettaient en prenant le pas sur les autres activités agricoles. Le maraîchage est pratiqué à grande échelle au pourtour immédiat des grandes villes. Il représente une des principales activités génératrices de revenu en milieu urbain de l'hinterland minier du Katanga. Comparé aux cultures vivrières, pour une même quantité d'intrants (terre, travail, capital) il rémunère jusqu'à 10 voire 20 fois le capital investi. En plus, le gain en temps est évident étant donné le cycle de vie relativement court de la plupart des légumes feuilles, légumes fruits, etc.

L'agriculture est pratiquée, surtout pour l'autoconsommation, par des ménages agricoles pas suffisamment encadrés, sur de petites étendues, avec des outils rudimentaires, des semences non améliorées et des techniques traditionnelles. Les quantités produites sont très faibles car les paysans qui produisaient autrefois un surplus sont découragés à cause notamment de la diminution de la demande suite aux difficultés de transport pour l'acheminement des produits vers les centres de consommation avec comme conséquence des prix non rémunérateurs. Selon la FAO (2009), les productions agricoles ont subi ces dernières années une régression d'au moins 35% globalement pour le secteur traditionnel.

En moyenne, le revenu net généré par ce type d'agriculture est estimé à plus ou moins 15\$ par are et par campagne agricole (INSPAGRI, 2008). On note cependant des différences importantes de revenus notamment pour les agriculteurs opérant dans les environs des carrières minières artisanales. Les spéculations habituellement produites par les ménages comprennent les cultures vivrières (maïs, manioc, patate douce), les cultures maraîchères (légumes feuilles, légumes fruits) ainsi que les produits d'élevage (poulets, viande, poissons, etc.).

L'élevage traditionnel est constitué du petit bétail et de la volaille. L'une de ses grandes caractéristiques est la divagation, le manque de soins vétérinaires et de suppléments alimentaires. Il porte sur la chèvre, le mouton, le porc, la poule, etc. et fournit l'essentiel de la viande consommée dans la Province.

Il convient de souligner que certaines entreprises minières comme MCK, ANVIL, BOSS MINING, RUASHI MINING, TFM ont mis en place des projets d'encadrement des agriculteurs qui opèrent dans leur environnement. Cet appui, selon le cas, concerne les intrants (engrais, semences, outillage), la construction d'infrastructures sociales de base (routes, marché, école, centre de santé, etc.) Toutefois, l'investissement dans ce secteur est limité notamment par les éléments suivants : la réduction des superficies (0,70 ha/ménage), l'absence des mécanismes de financement adéquats, d'infrastructures de stockage, la faible productivité, la non utilisation d'intrants améliorés, etc.

L'exploitation agricole moderne recourt à la mécanisation agricole, utilise des intrants améliorés, engage des travailleurs agricoles et dispose de superficies variables selon qu'il s'agit de:

- PME (Petite et Moyenne Entreprise Agricole) 2 à 10 ha. , et
- Les grandes exploitations agricoles de plus 10 ha jusqu'à 4 000 ha (Kando, l'AGI/GCM, Ferme Waka, Maki, Kaniama Kasese, EVABUKA et autres)

Compte tenu de la volonté exprimée à plusieurs reprises par le passé d'une dépendance moins élevée pour l'approvisionnement agricole du Katanga vis-à-vis de l'Afrique australe (la province est globalement largement déficitaire surtout pour le maïs) et afin de nourrir les populations impliquées dans le secteur minier, des exploitations agricoles à grande échelle ainsi que de petites et moyennes entreprises agricoles (PME) se sont développées autour des grands centres miniers (Mangombo, Kando, Mwadingusha, etc...) sur base d'un financement par la Gécamines.

En 2008, le partenariat Gécamines avec les entreprises minières MCK et SOPEX a mis en valeur 4 353 ha de maïs ce qui a permis une production de 6 433 Tonnes.

Le récent programme provincial de relance de la production locale de maïs à travers d'une part, la campagne de distribution à crédit de la centaine de tracteurs à des fermes et à des coopératives agricoles, et, d'autre part, l'obligation plusieurs fois renouvelée pour chaque entreprise minière œuvrant au Katanga d'emblaver au minimum 500 hectares de maïs, vise l'emblavement d'au moins 13 000 hectares de maïs avec une production estimée à 40 000 Tonnes. Cette production locale pourrait contribuer à coup sûr à la réduction du déficit de bilan alimentaire dans l'Hinterland minier du Katanga.

Les activités pastorales concernent plus le bovin et sont localisées dans la partie centrale (Plateau de Bianco) avec la société belge GRELKA (Grands élevages du Katanga) qui applique le ranching sur de vastes étendues de pâturages améliorés ou pas. On peut aussi citer quelques noyaux d'élevage bovin dans la région de Fungurume, Lubudi et Kolwezi. Le cheptel de l'hinterland minier est aujourd'hui estimé à 10 000 têtes.

On note cependant un intérêt des citoyens aux activités pastorales. C'est ce qui explique la multiplicité des fermes modernes avec une production animale dans les alentours de la ville de Lubumbashi.

Les races en exploitation dans les élevages de l'hinterland minier du Katanga sont :

- L'AFRIKANDER qui présente une bonne performance, mais qui a tendance à dégénérer actuellement faute d'un plan adéquat de croisement
- La brune des Alpes
- Le Sussex
- Le limousin
- La pie noire, etc.

Ces espèces exotiques sont importées de l'Afrique australe. Dans ce secteur on y trouve aussi le mouton, la chèvre et le porc (large White, piétrain et le Duroc).

L'élevage en stabulation des poulets de chair et des pondeuses se développe de plus en plus dans les villes de Lubumbashi, Likasi et Kolwezi. Quelques fermes avicoles de capacité variant entre 1.000 et 5.000 poulets par ferme sont érigées çà et là dans l'hinterland minier. Les inputs d'élevage (poussins, aliments, équipement, produits vétérinaires et autres intrants) proviennent de l'Afrique australe.

Ce secteur fournit l'essentiel de la viande consommée provenant de la production animale locale.

Cependant, la Province renferme en son sein beaucoup d'infrastructures de production des poussins dont la plupart sont tombées en désuétude et/ou non exploitées (cas de provenderies, de fermes d'élevage et incubateurs) appartenant aux initiatives privées ou à l'Etat.

L'élevage laitier qui florissait aux alentours de l'hinterland minier de la province est en déclin. Il ne reste que quelques petits noyaux à Lubumbashi notamment les Fermes Fermil (avec près de 1200 litres de lait vendus par jour) et Naviundu (dont la production est plus didactique que commerciale) qui sont représentatives.

La commercialisation des produits agricoles à travers la province du Katanga a toujours été soutenue en grande partie par la Société Nationale de Chemin de fer du Congo (SNCC) qui couvre cette partie du territoire national en voies ferrées (au moins 2 504 Km de voie ferrée).

D'une façon générale, la commercialisation des produits agricoles est fonction de :

- L'infrastructure disponible (Route, réseau ferroviaire, fluvial, lacustre, aérien) mais nécessite de gros efforts de réhabilitation ;
- Centre de négoce ;
- Moyens d'intervention pour la collecte et l'évacuation (véhicules, bateaux, trains, etc.) ;
- Prix, la disponibilité des produits sur le marché, le revenu des consommateurs, etc.

Les transactions commerciales des produits agricoles ont été touchées par le climat politique lié à la situation post-conflit que connaissent le pays et la province. Au niveau de chaque entité, des centres de négoce se tiennent régulièrement à des périodes déterminées par les autorités locales. Les commerçants collecteurs s'approvisionnent à partir de ces centres en achetant les produits disponibles et en les acheminant vers les centres de consommation (villes urbaines). Généralement, la production est vendue en détail aux consommateurs.

Dans une moindre mesure, les producteurs, paysans eux-mêmes, peuvent également participer directement à la vente de leurs produits à des prix le plus souvent non rémunérateurs. Au Katanga, le foisonnement des carrières artisanales a, pendant le boom minier, été un très bon débouché pour les producteurs locaux.

Le marché des intrants agricoles est quasi exclusivement dépendant des importations des pays de l'Afrique australe (Zambie, Zimbabwe, Namibie, Afrique du Sud), d'Europe et de l'Inde. Le gros des quantités est mis à disposition par les commerçants alors que l'Etat achète des quantités relativement faibles pour la réalisation de ses programmes de démonstration à travers la province. Dans la Province, il n'existe pas un système d'approvisionnement régulier de ces intrants et les quelques rares particuliers qui en importent en petites quantités, le font pour couvrir leurs propres besoins et mettent le reste sur le marché » à un prix prohibitif limitant leur usage par les petits agriculteurs. La filière semencière avec la recherche agronomique (INERA), les paysans multiplicateurs, appelés agri multiplicateurs et le contrôle de la qualité (SENASEM) représente un élément crucial pour la relance de l'agriculture. Les principales semences et boutures produites au Katanga concernent les cultures vivrières : maïs, arachides, haricot, soja et manioc. Il faut aussi noter l'appui considérable de la FAO qui distribue les semences et boutures améliorées aux masses paysannes aussi bien de l'hinterland minier que ceux de l'intérieur de la province. Il en est de même du petit outillage agricole.

Dans l'hinterland minier du Katanga, Lubumbashi a toujours été la ville la plus industrielle de par ses nombreuses usines de transformation agro-alimentaire : huileries, textiles, brasseries, savonneries, minoteries, biscuiteries, etc. dont les produits étaient distribués aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la province.

Les archives de la Gécamines renseignent qu'une bonne partie de ces entreprises de transformation ont été soutenues à leur création. Aujourd'hui beaucoup d'entre elles n'ont pas survécu lorsqu'apparurent les premiers signes de la faillite de la Gécamines (1988-1989). A cela, il faut ajouter qu'à la suite de l'instabilité socio-politique des années 90 ayant abouti aux pillages, la quasi-totalité des petites et moyennes entreprises de transformation des produits agricoles ont dû fermer. Cette situation a été à la base de l'intensification des importations des années 92-95.

Néanmoins, quelques entreprises de transformation agro-alimentaire ont réussi à se maintenir. Il s'agit des unités de minoteries de la Gécamines à Likasi et à Lubumbashi, des brasseries BRASSIMBA et BRALIMA ainsi que d'une biscuiterie. Les premières d'une capacité installée de 180 000 tonnes de maïs ne sont arrivées à produire cette année que 8 050 tonnes de maïs (soit seulement 4,47% de la capacité installée). La sous-production de ces unités de transformation est due à la vétusté des machines et du matériel. Les deux brasseries (qui atteignent facilement 100 000 casiers mensuellement) continuent à approvisionner l'hinterland minier ainsi que le reste de la province et même la Zambie en bière. Le drame des brasseries c'est qu'elles s'approvisionnent généralement en maïs sur le marché local provoquant assez rapidement la pénurie de maïs dans l'Hinterland minier.

La réhabilitation des minoteries de la Gécamines à Likasi (Kakontwe) et à Lubumbashi peut réduire très considérablement la dépendance en maïs vis-à-vis de l'Afrique australe. Du reste, ces deux minoteries ont la capacité de produire la même qualité de farine de maïs (BREAK) prisée par la population de Lubumbashi, Likasi et Kolwezi. Cependant, il importe qu'en amont la production locale soit relancée pour pouvoir approvisionner les deux minoteries aussi bien en maïs grain, qu'en arachide et en graines de tournesol pour la fabrication d'huile en plus de la farine et semoule de maïs.

Les besoins alimentaires de la population du Katanga ne peuvent cependant pas être couverts par la production locale du fait du taux élevé de croissance démographique (3,9 %) par rapport au taux annuel d'augmentation de la production vivrière (2%), de la pêche (2,5%) et de l'élevage (1%).

Cette situation est encore aggravée par l'insuffisance qualitative et quantitative du personnel technique d'encadrement, de la faible fertilité des sols, du manque d'intrants agricoles et des techniques culturales.

Les problèmes récurrents du secteur sont principalement :

- La prédominance du secteur minier dans le développement socio-économique de la Province ayant relégué au second plan les autres secteurs;
- La moyenne annuelle des pluies qui a baissé de 100 mm avec comme conséquence d'une part, une diminution du niveau piézométrique d'une dizaine de mètres et d'autre part, la progression de la sécheresse à partir de l'Afrique Australe ;
- L'importante pollution de l'air, des sols et des cours d'eau suite à l'activité minière et la dégradation des écosystèmes;
- La faible productivité des exploitants ;
- Le mauvais état des routes et en particulier les routes de desserte agricole ;
- Le régime fiscal commun à l'agriculture et autres secteurs industriels défavorable à l'agriculture ;
- Une multiplicité des taxes et tracasseries administratives et policières ;
- Les conflits de terre entre les chefs coutumiers et les comités villageois de développement ;
- Le manque d'encadrement des producteurs ;
- L'insuffisance d'approvisionnement en intrants (semences, engrais, pesticides et équipements,..) ;
- L'absence des mécanismes de financement adéquats, d'infrastructures de stockage, de commercialisation et de recherche agronomique et de vulgarisation efficiente.

L'Agence nationale de promotion des investissements (ANAPI) relève que depuis le début de son existence en 2003, seuls 2% des agréments octroyés aux investisseurs ont concerné le secteur agricole. Au Katanga, le constat est amer : la production agricole, halieutique et d'élevage, recule partout.

Au Katanga, depuis des lustres, l'agriculture a toujours été la principale activité de survie de la population la plus pauvre. Généralement, suite à la perte d'emploi, les anciens travailleurs ont comme secteur refuge l'agriculture.

Lors des travaux préparatifs d'évaluation des actions de développement en province (Février 2008), le Ministère provincial du plan a estimé qu'à la suite de la fermeture d'un nombre impressionnant d'entreprises minières par suite de la crise financière mondiale, au moins 25% d'artisans miniers n'avaient d'autre alternative que de revenir momentanément à l'agriculture en attendant la remontée des cours des métaux, mais que 10% (surtout les plus âgés) abandonneraient définitivement les activités artisanales minières pour l'agriculture.

On note également que dans la plupart des cas, le petit commerce y compris des produits agricoles transformés ou non est la principale activité de survie pour la majorité des creuseurs lorsque les activités minières sont au ralenti ou non rentables.

IV. Résultats de l'enquête menée

4.1 Méthodologie d'enquête

Afin d'identifier les problèmes vécus sur le terrain et de mieux percevoir les mutations qui s'opèrent en agriculture, une enquête rapide a été conduite au cours du mois d'octobre 2009. Elle a concerné les trois grandes villes de la province du Katanga à savoir : Lubumbashi, Likasi et Kolwezi. Le choix de ces villes a été dicté par le fait que ces villes ont toujours connu des grandes activités industrielles et, contrairement à la partie nordique de la province, l'hinterland minier regroupe 95% des populations ayant des emplois formels.

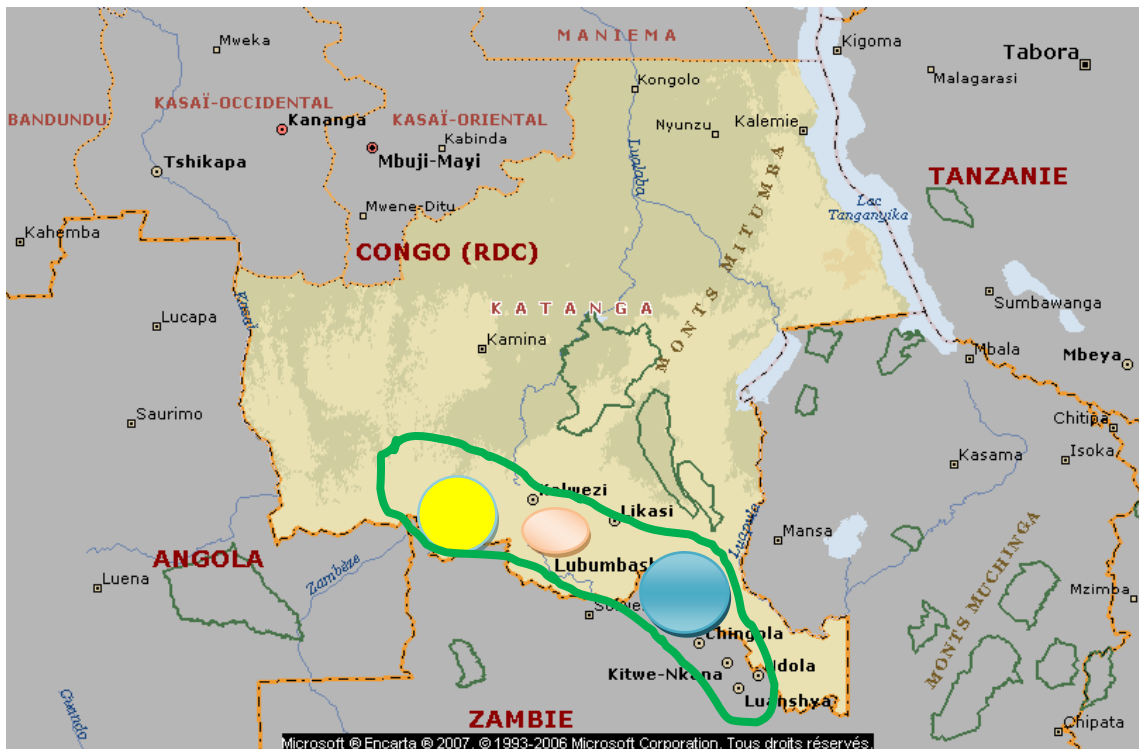


Figure 2 : Le Katanga et son hinterland minier

Dans un souci de représentativité et compte tenu du budget disponible, l'échantillon a été constitué par la méthode des quotas suivant l'importance des activités dans le secteur. Ainsi, 3 strates ont été ciblées dans les groupes des opérateurs agricoles : les exploitants agricoles traditionnels (agriculteurs), les entreprises modernes (fermiers) et les institutionnels. Les deux premiers ont été tirés au hasard dans la ceinture agricole des 3 villes. Les institutionnels ont été sélectionnés sur la base de leurs connaissances des questions liées à l'agriculture. Il s'agit notamment de la FEC, de l'Inspection de l'agriculture et/ou des services techniques du Ministère provincial de l'agriculture.

Dans l'ensemble, nous avons constitué un échantillon de 106 personnes en privilégiant la présence des femmes ce qui nous a permis d'interroger 55% d'hommes et 45% de femmes. L'âge moyen des enquêtés est de 48 ans. Toutes ces personnes vivent essentiellement de l'agriculture bien qu'elles puissent développer d'autres activités de survie. En moyenne, elles ont 16 ans d'expérience agricole. Les exploitants de Lubumbashi pratiquent l'agriculture depuis 25 ans alors que ceux de Kolwezi depuis 8 ans (ce qui correspond à l'époque où beaucoup d'entreprises dont la Gécamines ont dû mettre en congé un nombre important de personnel suite aux difficultés rencontrées).

Le tableau 1 montre la répartition des unités de sondage par strate et par ville.

	Lubumbashi	Likasi	Kolwezi	Total
Agriculteurs	28	27	30	85
Fermiers	3	5	4	12
Institutionnels	4	2	3	9
TOTAL	35	34	37	106

Un questionnaire (en annexe) a été conçu en alternant les questions fermées et ouvertes pour récolter le maximum d'informations sur (1) les moyens de production des agriculteurs, (2) les charges supportées par les ménages agricoles, (3) les effets de la crise sur le vécu quotidien et sur les activités de production, (4) le flux des productions agricoles, (5) le bilan alimentaire, (6) les relations entre le secteur minier et l'agriculture, (7) les principales contraintes au développement du secteur agricole, etc.

Un équipe de trois enquêteurs a été déployée dans les trois villes et a administré pendant au moins deux jours le questionnaire d'enquête auprès de l'échantillon constitué.

Les opérateurs agricoles (paysans et fermiers) ont été interviewés dans les villages de la ceinture verte des 3 villes dans un rayon de 15 Km maximum pour Lubumbashi et 30-55 Km pour Likasi et Kolwezi. Dans la plupart des cas, l'interviewé était le chef du ménage avec parfois l'aide d'un membre de famille. Les institutionnels ont d'abord reçu le questionnaire pour la préparation réfléchie des réponses (Chiffres à produire) et ensuite, des échanges ultérieurs et divers éclaircissements ont eu lieu lors de la collecte des questionnaires.

Le choix de ce mode d'administration « *dans la rue/au travail* » a été motivé par son caractère peu coûteux. Pendant l'administration du questionnaire, les enquêteurs ont porté une attention particulière à consigner certains témoignages qui ont fait l'objet d'une présentation sous la forme d'encadrés dans le présent rapport.

Pour le traitement des données enregistrées, nous avons utilisé le tri à plat (pour dénombrer les réponses à chaque question et en calculer le poids en pourcentage) et le tri croisé (pour vérifier le lien entre différentes réponses).

4.2 Résultats de l'enquête

4.2.1 Perception de la crise

Telle que perçue par les exploitants agricoles, la crise est sévère dans plus de 95%. Seulement moins de 5% sont indifférents à la crise. Il n'y a pas de grande différence de perception entre les 3 villes.

En général, la crise est ressentie à 97% par la hausse généralisée des prix des biens et services, à 100% par la baisse du revenu agricole et à 86% par la perte du pouvoir d'achat des producteurs. Pour la grande majorité des exploitants agricoles, l'accès aux intrants agricoles n'est plus possible et l'écoulement de la production est compromis suite à la baisse du pouvoir d'achat. Il s'ensuit un repli généralisé sur soi. La crise financière a eu un impact très négatif sur la situation financière de l'exploitation agricole suite à la baisse du revenu agricole conjuguée à une demande solvable plus faible.

4.2.2 Activités de survie

Compte tenu de la faiblesse du pouvoir d'achat, les populations développent diverses activités pour survivre. Dans le tableau ci-dessous nous présentons la répartition des activités complémentaires de survie pour l'échantillon globalement et par ville.

Tableau 2 : Activités complémentaires de survie (%)

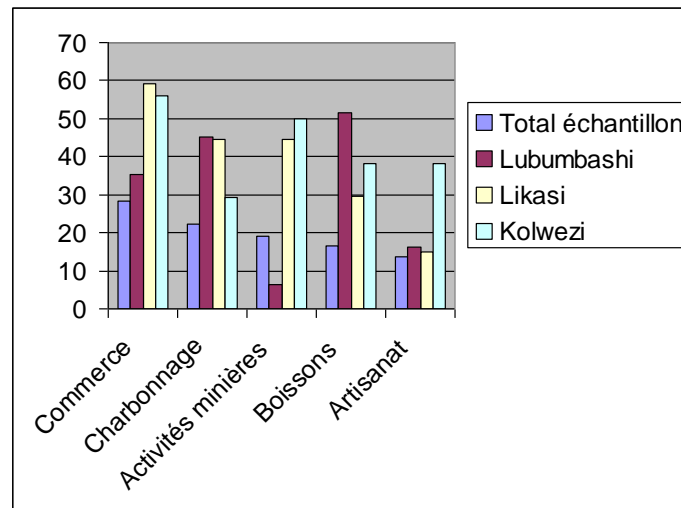
	Total échantillon (%)	Lubumbashi (%)	Likasi (%)	Kolwezi (%)
Commerce	28,4	35,4	59,3	55,9
Charbonnage	22,2	45,2	44,4	29,4
Activités minières	19,1	6,5	44,4	50
Boissons	16,7	51,6	29,6	38,2
Artisanat	13,6	16,1	14,8	38,2

Source : notre enquête

Le petit commerce est la principale activité pratiquée particulièrement pour les ménages agricoles de Likasi et de Kolwezi. Il va sans dire que dans la plupart des cas, les paysans vont vendre les produits agricoles dans les carrières artisanales des environs.

L'histogramme ci-dessous présente une vue des principales activités complémentaires de survie telles qu'exprimées par les ménages de notre échantillon.

Graphique 1 : Histogramme de la répartition des activités complémentaires de survie



Dans la région de Lubumbashi, les ménages agricoles rencontrent souvent la concurrence des petits commerçants et trafiquants qui s'approvisionnent directement dans les zones de production.

A Lubumbashi, la vente de boissons (souvent l'alcool traditionnel) est une activité très lucrative dans les villages et les carrières minières artisanales.

A Kawama, village aux confins de Lubumbashi, une dame raconte que la vente des boissons alcoolisées et de drogue dans les carrières minières artisanales de Lwishishi (1 Km) représente parfois 300% du revenu agricole (soit 112 \$ par semaine). Ce qui lui permet de faire face aux multiples besoins primaires de sa famille (8 enfants dont 5 en âge scolaire).

Les artisans miniers consomment l'alcool avant et après les durs travaux de fouille et de concassage. Cette consommation est à la base de la recrudescence de la criminalité dans les carrières et les villages environnants.

Près de la moitié des ménages de l'échantillon de Likasi et de Kolwezi s'adonnent aux activités minières artisanales. En général, c'est un ou deux membres (dont le chef de ménage) qui travaillent dans les carrières ou les anciens remblais de la Gécamines et qui rapportent selon les cas plus de deux fois le produit des champs de la famille.

Parfois aussi, la femme et les enfants s'adonnent aux travaux de ramassage et de lavage des minerais dans les remblais et les installations des entreprises minières. Certaines maisons se sont écroulées à Mutoshi parce que les ménages y ont creusé à la recherche de minerais à vendre pour assurer la survie des enfants.

La production de charbon de bois occupe aussi une place importante dans les activités complémentaires de survie. Malheureusement, à Kolwezi cette activité est en recul non pas pour des raisons économiques directes mais parce le niveau de déforestation dans la région est intense à cause des travaux d'ouverture des activités minières, ce qui fait qu'il faut parcourir d'énormes distances (jusqu'à 60 Km) pour trouver du bois.

4.2.3 Impact de la crise sur l'agriculture et la sécurité alimentaire

Globalement, la crise a considérablement réduit les moyens de production et de subsistance des populations. Sous ce point, nous allons présenter l'impact de la crise sur l'agriculture et le niveau de sécurité alimentaire dans les 3 villes de l'hinterland minier du Katanga.

Au niveau de notre échantillon, la superficie moyenne par ménage est de 2 ha avec un score plus élevé pour les ménages de Likasi (3,6 ha), Lubumbashi et Kolwezi alignant respectivement 1,4 ha et 1,65 ha.

En moyenne, la charge familiale d'un ménage est de 8 personnes dont plus de 55% sont âgés de moins de 15 ans, ce qui suppose que le ménage dispose d'actifs agricoles qu'il peut utiliser dans les travaux de champs. Dans 65% des cas, ces enfants ont dû abandonner l'école faute de moyens pour ne s'adonner qu'aux activités de survie (agricole ou non agricoles) en compagnie ou non des autres membres de la famille.

Quant à la propriété des terres, 70,7% des ménages sont propriétaires des terres qu'ils exploitent alors que près de 30% bénéficient d'autres modes de faire-valoir comme le fermage ou le métayage.

Il est à noter que la configuration cadastrale de l'hinterland minier a aussi contribué à la réduction des moyens de production des populations.

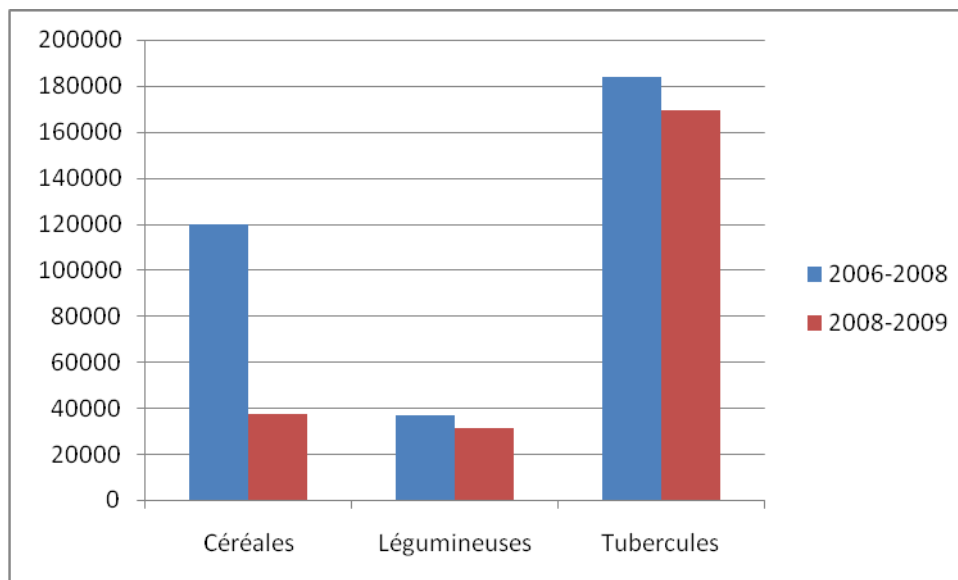
En effet, beaucoup de villages se sont retrouvés dans les carrés miniers (concessions accordées aux entreprises minières pour exploration et exploitation) provoquant ainsi le déplacement des villages entiers ou obligeant des paysans à parcourir de très longues distances pour acquérir des moyens de subsistance.

Le village Kebumba, à la périphérie Est de la ville de Lubumbashi, se retrouve dans la concession d'une entreprise minière dont les travaux d'excavation se déroulent à moins de 20 mètres des cases des paysans et en plus la poussière (pleine de particules de métaux lourds) provenant des découvertures est respirée quotidiennement par une population qui a eu le malheur de vivre sur une terre héritée des ancêtres.

L'entreprise a amorcé, avec le concours des services de l'Etat, le processus de déplacement des populations mais à des prix relativement dérisoires (200 à 400\$) à chaque villageois. Sans compter ce qui va être remis au préposé de l'Etat pour avoir le droit de se faire payer...

La crise a eu un impact sur le prix des intrants agricoles dont les prix ont été parfois triplés. Cette situation a accru les difficultés d'accès aux intrants agricoles de bonne capacité productive (semences améliorées, engrais et outillage) dues à la hausse généralisée des prix a entraîné, dans notre échantillon, une chute du niveau de production comme le montre l'histogramme ci-dessous.

Graphique 2 : Histogramme de réduction de niveau de production agricole



Source : Enquête BIT, octobre 2009

La chute des productions locales inhérente à la hausse des prix d'intrants a entraîné, dans l'échantillon considéré des réductions de rendement allant de 31% pour les céréales (maïs principalement), de 15% pour les légumineuses (haricot, arachide) et de moins de 10% pour les tubercules et racines (manioc et patate douce). Malheureusement, la situation n'est pas prête de s'améliorer au vu de l'inaction des gouvernants.

La chute prononcée des productions de maïs par rapport aux autres cultures considérées est certainement due au fait que les besoins en semences améliorées et fertilisants connexes sont plus importants pour cette culture. Cette situation se répercute malheureusement sur le niveau de sécurité alimentaire des ménages. Ainsi, Au sujet de l'alimentation, 58% des ménages ont un repas par jour, 37% mangent deux fois par jour et seulement 5% ont trois repas par jour.

En général, les ménages mangent deux fois par jour. Lubumbashi vient en tête avec 55%, Likasi et Kolwezi alignent respectivement 37% et 20%. La qualité des aliments est jugée pauvre pour 71% de la population alors que seulement 22% la trouve équilibrée. Les villes de Likasi et Kolwezi alignent les plus grands scores d'aliments pauvres. Les raisons seraient à trouver dans le fait que contrairement à Lubumbashi la diversité d'emploi dans ces deux villes est moins importante. En effet, en dehors des entreprises minières le secteur de l'emploi direct est très pauvre.

Les enquêtes ont révélé que depuis que les effets de la crise se sont fait sentir, pour en atténuer les effets 97% des ménages réduisent la quantité d'aliments, 86% réduisent la qualité des repas journaliers, 89% réduisent le nombre de repas alors que 71% réduisent sensiblement les dépenses de scolarisation des enfants.

Il va sans dire que la réduction de la qualité et de la quantité des repas a certainement une influence sur la satisfaction des besoins caloriques des personnes et donc sur leur état de santé.

4.2.4 La vie sociale

Le boom minier avait eu le mérite d'occuper utilement les nombreux jeunes désœuvrés des villes de l'hinterland minier si bien qu'on avait vu décroître le taux de criminalité. Aujourd'hui, au moment où la crise bat son plein et que 90% d'entreprises minières ont fermé, les habitants des villes de Lubumbashi, Likasi et Kolwezi voient (à plus de 80%) revenir à grands pas la criminalité sous toutes ses formes : ivrognerie, vols qualifiés, meurtres, prostitution des mineurs, etc.

4.2.5 Stratégies d'atténuation de l'impact de la crise

4.2.5.1 *Au niveau des ménages agricoles*

Il existe plusieurs stratégies que les populations mettent en place pour atténuer l'impact de la crise sur le niveau de vie. Dans le cadre de cette étude, ces stratégies vont de la réduction des travaux agricoles à l'abandon de l'agriculture comme principale activité de survie.

Face à l'intensification de la crise et ses effets sur la hausse des prix d'intrants agricoles, dans 95% des cas, les ménages réduisent jusqu'à la moitié la superficie exploitée, 97% diminuent la qualité d'intrants (utilisation des semences locales et des composites à la place des semences améliorées), 48% optent pour des techniques culturales moins onéreuses (culture sur brûlis, labour superficiel, etc.), ce qui, à la longue, réduit aussi leur potentiel de survie.

Une bonne partie (74%) recourt aux mouvements associatifs (organisations paysannes, associations, coopératives agricoles, ONG) pour atténuer l'impact de la crise sur les activités agricoles.

Par contre, 48% des ménages agricoles enquêtés finissent par abandonner l'agriculture pour d'autres activités dont le petit commerce et l'artisanat minier.

4.2.5.2 *Au niveau des pouvoirs publics*

A partir du deuxième trimestre de 2008, l'Etat congolais a mis en place quelques tentatives de mesures d'atténuation de la crise mondiale. Il s'agit notamment de :

- l'exonération des intrants agricoles et autres facteurs de production agricole ;
- la distribution du petit outillage agricole aux petits planteurs ;
- l'appui en tracteurs aux associations agricoles organisées ;
- l'intensification de l'accompagnement institutionnel ;
- la dispense des frais d'attribution des terres.

Comme on le voit, toutes ces mesures vont dans le sens de la diminution du coût de production agricole et de l'encouragement des producteurs locaux.

4.2.6 Analyse comparée selon les types d'exploitations agricoles enquêtées

Il est proposé une analyse des résultats selon la structure des exploitations tels que présentée ci-avant : exploitation agricole traditionnelle (EAT), petite et moyenne exploitation agricole (PMEA), grande exploitation agricole (GEA) Selon notre échantillonnage, les caractéristiques des exploitations enquêtées (tableau 3) se présentent comme suit :

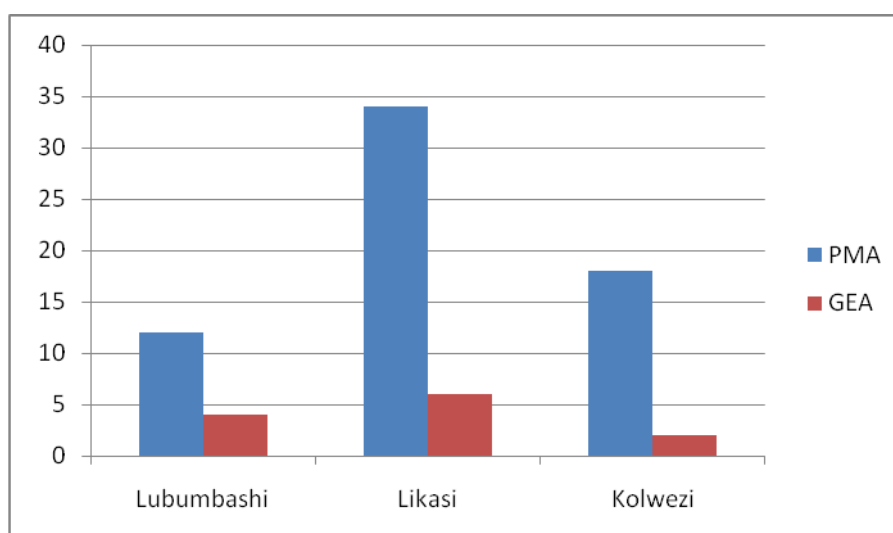
	EAT	PMEA	GEA
Superficie (ha)	0,6	22	2 700
Rendement moyen maïs (kg/ha)	600	2 300	5 000
Proportion par rapport aux opérateurs agricoles (%)	91	7	2

Les exploitations agricoles de type traditionnel disposent en moyenne de 0,6 ha de terre utilisée en assolement. Ces exploitations achètent généralement peu (voire pas) d'intrants agricoles et, pour le maïs, alignent des rendements moyens faibles de 600 Kg à l'hectare.

Les PMEAs sont des fermes de taille moyenne avec des superficies comprises entre 5 ha et 50 ha. Dans le cadre de notre enquête, la superficie moyenne des PMEAs est de 22 ha. Elles réalisent un rendement moyen de 2 300 T de maïs grain à l'hectare. Elles utilisent un peu plus d'une dizaine de travailleurs permanents ou recourent à des journaliers pour certaines tâches. Elles disposent ou non de tracteurs mais une bonne partie des opérations sont réalisées manuellement (semis, sarclage, récolte, etc.).

Les grandes entreprises agricoles (BAZANO, MCK, SOCIMEX, NUMBER ONE, etc.) exploitent des superficies plus importantes allant de plus de 60 ha à des milliers d'hectares. Dans l'hinterland minier du Katanga, elles ont en moyenne 2 700 ha et utilisent des tracteurs et des machines dans l'essentiel des opérations de production (labour, semis, épandage d'engrais et d'herbicides, récolte) et des intrants de haute capacité productive. Dans ce type d'exploitation, les rendements du maïs grain atteignent en moyenne 5 000 T à l'hectare.

Graphique 3 : Localisation des PMA et GEA dans l'HMK



La plus grande activité agricole dans l’HMK est localisée dans la région de Likasi. Cela pourrait s’expliquer par la présence de deux vallées (Lufira et Kando) dont l’étendue et la fertilité des terres sont légendaires (sols alluvionnaires).

Dans le cadre de la présente étude, les PMA et les GEA consultées sont réparties comme suit (tableau 4) :

	PMA	GEA
Lubumbashi	12	4
Likasi	34	6
Kolwezi	18	2

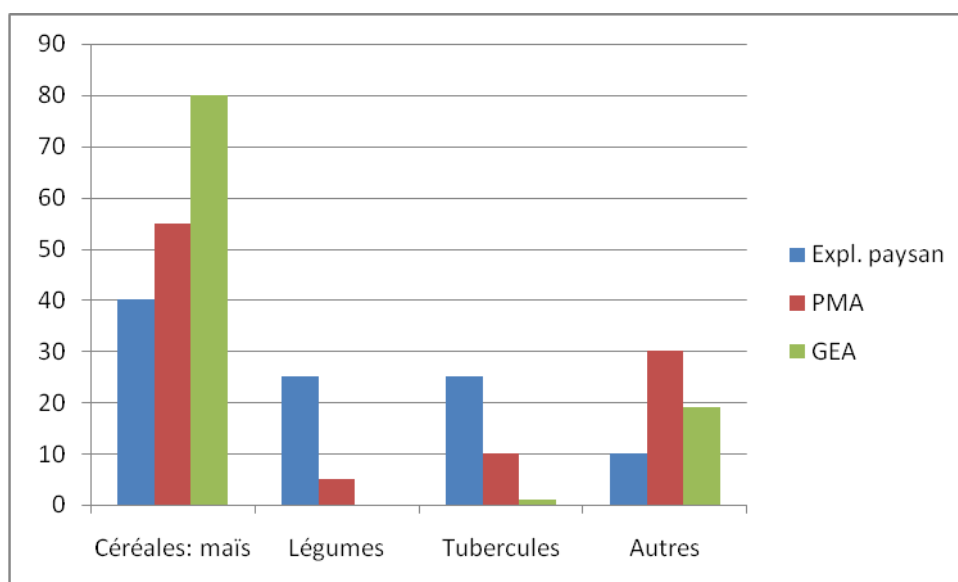
Le tableau 5 présente la répartition (sur base de la superficie) des cultures exploitées par les trois types d’exploitation :

	EAT	PMEA	GEA
Céréales: maïs	40	55	80
Légumes	25	5	0
Tubercules	25	10	1
Autres	10	30	19

Le maïs vient en tête des cultures pour les trois types d’exploitation, puis suivent les tubercules et les légumes.

La comparaison des trois types d’exploitation suivant le critère de la superficie consacrée aux principales cultures est présentée dans le graphique 4 ci-dessous.

Graphique 4 : Répartition des cultures exploitées par type d’agriculture



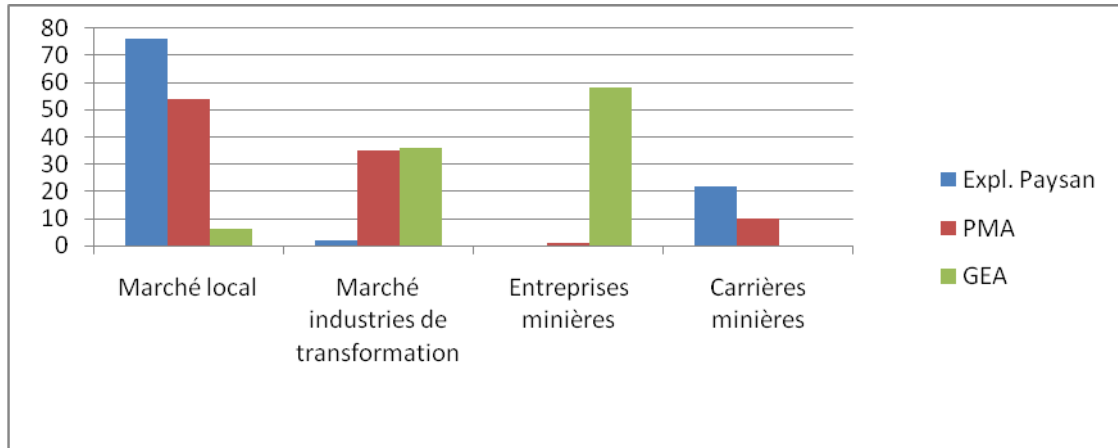
Les exploitations agricoles vendent la quasi-totalité des productions commercialisées sur le marché local (76%) et dans une moindre mesure (22%) dans les carrières artisanales minières. Il s’agit surtout des agriculteurs qui habitent les villages localisés à proximité des carrières artisanales.

Les PME vendent essentiellement sur le marché local (54%), puis (35%) aux industries de transformation (brasserie, biscuiterie, boulangerie). On observe aussi des échanges avec les carrières minières (10%) et les cantines des entreprises minières (1%).

Quant aux GEA, une grande partie de leur production (58%) approvisionne les cantines des grandes entreprises minières (ANVIL, TFM, MCK, DCP, GB, EGMF, etc.) soit en produits bruts (30%) ou en produits transformés (70%). Les échanges avec les industries de transformation agro-alimentaire concernent 36% de leur production. Dans la plupart des cas, ceux-ci portent sur le maïs.

Le graphique 5 ci-dessous présente toutes ces situations.

Graphique 5 : Le marché local des produits agricoles dans l’HMK



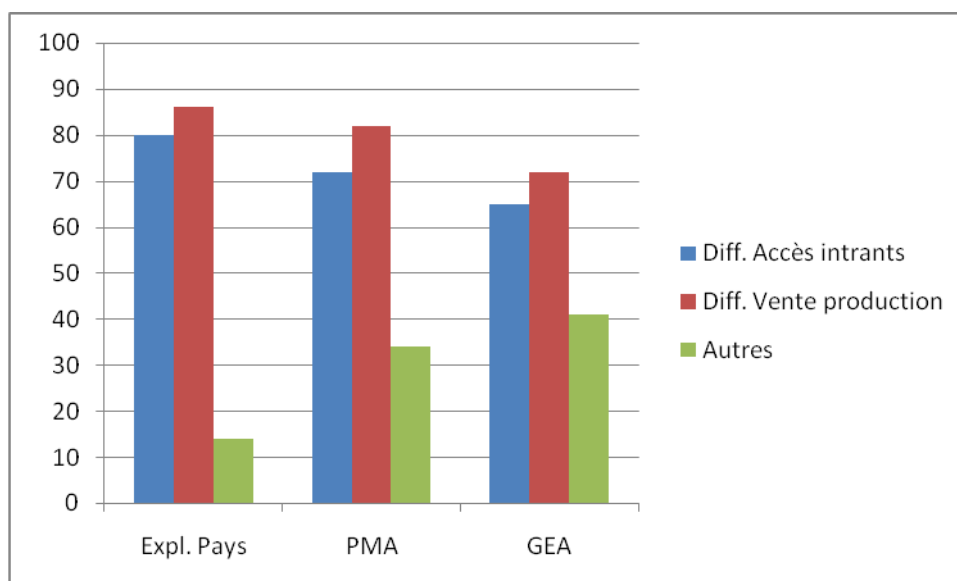
Dans le tableau 6 ci-dessous nous présentons le niveau de la crise tel que perçu par les opérateurs agricoles.

	EAT	PMEA	GEA
Sévère	92	93	96
Modérée	1	3	4
Indifférent	7	4	0

En général, les acteurs des trois types d’exploitation agricole trouvent que la crise financière est sévère à plus de 90%. Néanmoins, on observe une proportion relativement importante d’agriculteurs qui sont indifférents à la crise (7%) chez les paysans et au niveau des PME (4%).

L’analyse des effets de la crise tel que ressentie par les opérateurs des trois groupes d’exploitations renseigne que la difficulté dans la vente de la production est la plus importante conséquence citée (à plus de 70%). Cela est certainement dû au fait que la crise a suffisamment diminué le pouvoir d’achat des consommateurs.

Graphique 6 : Les effets de la crise chez les opérateurs agricoles



La difficulté d'accéder aux intrants agricoles vient en deuxième position (en moyenne un peu plus de 70% de réponse positive). Elle est une conséquence de la rareté des produits sur le marché local et de la flambée généralisée des prix des produits importés résultant de la crise financière mondiale dans les pays des producteurs et/ou des fournisseurs.

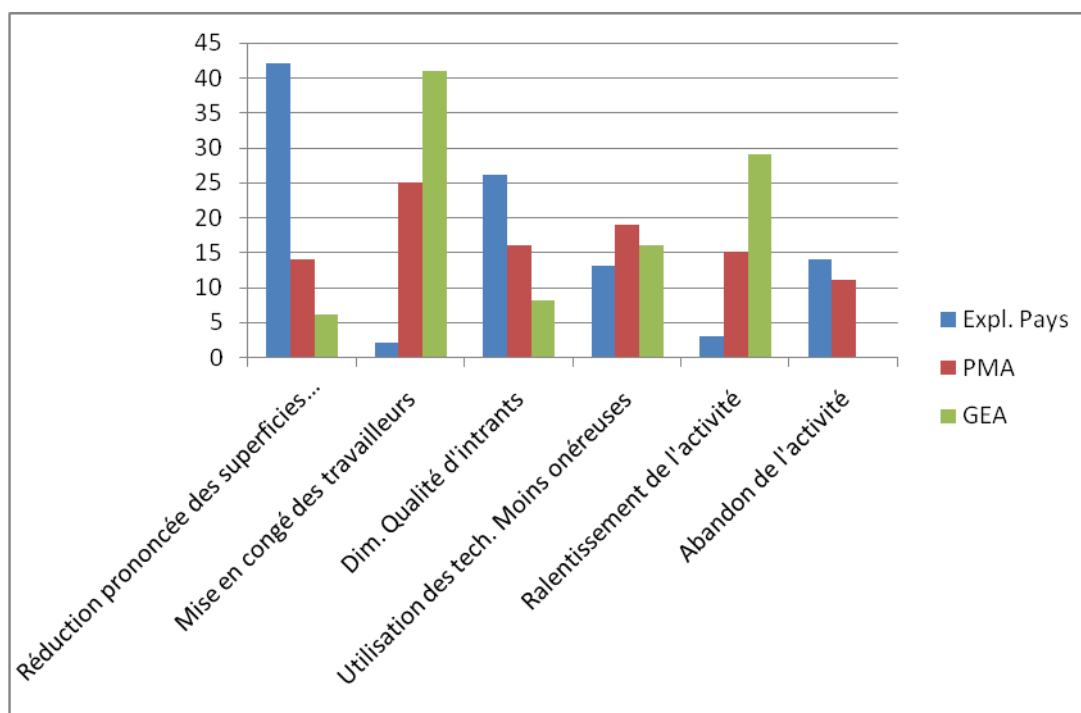
Les autres effets sont spécifiques à chaque groupe d'exploitants agricoles. A titre d'exemple, la crise financière a un impact considérable sur le niveau alimentaire et la socialisation pour les ménages agricoles qui appartiennent au groupe des exploitations agricoles de type paysan.

Pour faire face à la crise, les opérateurs du secteur agricole ont mis sur pied plusieurs mesures pour en atténuer les effets. Le tableau 7 ci-dessous en donne la substance.

	EAT	PMA	GEA
Réduction prononcée des superficies emblavées	42	14	6
Mise en congé des travailleurs	2	25	41
Diminution de la qualité d'intrants	26	16	8
Utilisation des techniques agricoles moins onéreuses	13	19	16
Ralentissement de l'activité	3	15	29
Abandon de l'activité	14	11	0

La réduction prononcée des superficies emblavées est la première mesure que prennent les exploitants familiaux pour atténuer les effets de la crise. Cela tient surtout au fait que la production agricole est fonction de la quantité d'intrants (semences, engrais, travail) or, nous savons que la crise a suffisamment réduit les moyens financiers des paysans. C'est d'ailleurs pour cette raison que la diminution de la qualité d'intrants et l'utilisation des techniques agricoles moins onéreuses sont les deux autres mesures d'atténuation plus importante après la première. On peut aussi ajouter le fait que l'abandon de l'activité agricole est une mesure prise 14% des cas.

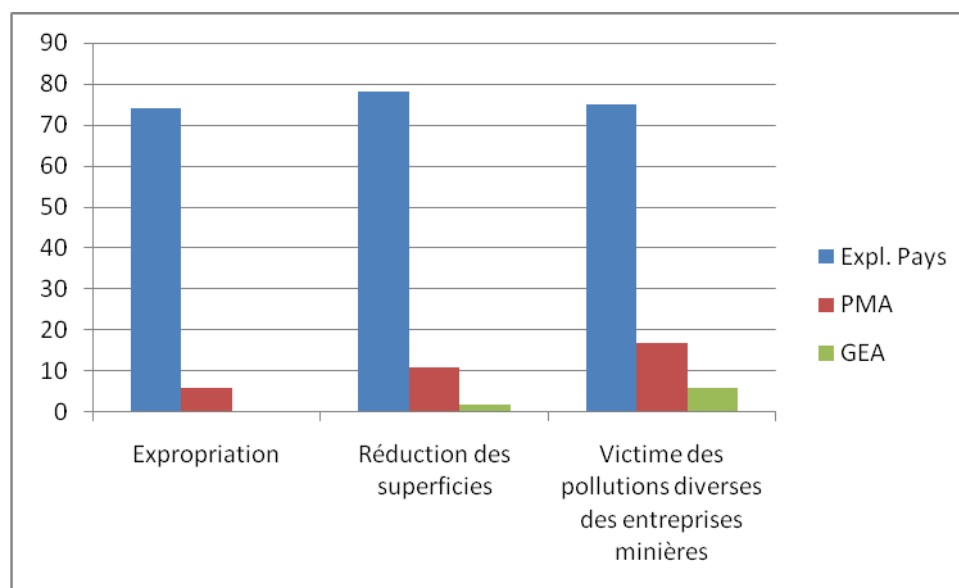
Graphique 7 : Mesures d'atténuation de la crise



Pour les PMA et les GEA, la mise en congé technique des travailleurs est la première mesure pour atténuer les effets de la crise. En effet, dans ces types d'exploitation, la chute des ventes fait ressentir le poids de la charge du personnel à supporter. Contrairement aux PMA, la réduction prononcée des superficies emblavées n'est pas très fréquente comme mesure dans les GEA.

Le graphique 8 ci-dessous compare l'influence du secteur minier sur les activités des trois types d'exploitation.

Graphique 8 : Influence du secteur minier sur les activités agricoles



L'exploitation paysanne est le type qui subit de manière très prononcée l'influence du secteur minier. En effet, la non prise en compte des espaces agricoles villageois lors de l'élaboration des périmètres miniers par le cadastre minier (CAMI) est à la base de l'expropriation des terres, de la réduction des superficies et des pollutions diverses que subissent les opérateurs agricoles de type paysan qui, pourtant constituent la catégorie la plus nombreuse (environ 91%).

V. Conclusions et recommandations

La RD Congo est unanimement reconnue comme un pays doté d'immenses potentialités agricoles. Toutefois, si le pays dispose de richesses naturelles, il a jusqu'ici échoué dans l'exploitation de ses ressources et l'agriculture n'a jamais connu un véritable essor et n'a jamais véritablement constitué une priorité politique. Aujourd'hui à l'heure où le pays après une période de transition s'inscrit résolument dans le passage d'une aide humanitaire et d'urgence à une aide au développement, la problématique de la relance agricole doit être clairement posée. En effet, la flambée du prix des matières premières intervenues à la fin 2007 et les émeutes de la faim qui en ont découlé ont remis au devant de la scène la problématique de la sécurité alimentaire notamment dans un pays comme la RD Congo où par rapport au début des années 90, il y a trois fois plus de personnes sous-alimentées aujourd'hui (Tollens, 2009). La crise financière intervenue en 2008 et les effets désastreux qu'elle a occasionné sur le secteur minier qui avait été placé au centre des politiques de lutte contre la pauvreté pose avec encore plus d'acuité la question de la politique agricole et alimentaire à mettre en place. C'est précisément dans ce contexte que le BIT a décidé d'accompagner une réflexion au départ d'un diagnostic rapide de la situation.

Le constat qui a pu être établi montre que l'agriculture reste un secteur extrêmement fragile en RDC et dans la province du Katanga en particulier. La perte massive des emplois en zone minière a bien eu pour effet un repli des travailleurs/creuseurs vers le village et l'activité agricole qui en découle. Cependant, l'agriculture ne constitue pas véritablement une valeur refuge pour ces travailleurs car elle a été trop longtemps livrée à elle-même, décapitalisée et soumise en zone minière à une forme d'appropriation foncière peu compatible avec un développement agricole. Les exploitants agricoles s'installent dans une forme de pauvreté et de précarité que le faible niveau de la demande solvable accentue. L'enquête réalisée auprès d'une centaine d'exploitations agricoles a permis de montrer la forme de prise en tenaille de l'agriculture qui n'est pas suffisamment attractive pour susciter des investissements productifs et qui repose sur modes de production que l'on peut qualifier d'archaïque et qui d'autre part subit de plein fouet les effets de la crise suite à la diminution de la demande solvable pour les produits agricoles en milieu urbain et dans les zones minières.

Les facteurs limitant l'investissement dans le domaine agricole peuvent être scindés en deux grands groupes : les facteurs d'ordre général et les facteurs spécifiques.

Facteurs d'ordre général

Les causes principales de l'effondrement agricole sont liées à l'instabilité et les guerres qui ont prévalu dans la province au cours des années 1990 jusqu'en 2001, se soldant par la dégradation constante des infrastructures, particulièrement celles liées au transport ainsi que la décapitalisation avancée de tous les acteurs du monde agricole.

Cette situation a découragé le paysan, dépourvu d'outils de base, de matériel végétal de qualité, de plus mal informé sur les paramètres qui affectent sa productivité et la valeur de sa production (en l'absence d'information crédible disponible sur les prix et marchés). Devant la difficulté d'écouler les produits, les producteurs agricoles se sont repliés sur une agriculture de stricte subsistance.

Du côté des investisseurs potentiels, la situation n'est pas meilleure. Dans un contexte fiscal instable, ils ne disposent pas d'éléments objectifs pour consolider des études en prévision d'éventuels investissements. D'autre part, le coût élevé de certains facteurs de production ne comporte aucun caractère incitatif.

Depuis quelques années cependant, la province et singulièrement la ville de Lubumbashi a entrepris son réveil. La promulgation en juillet 2002 d'un code minier a provoqué un engouement remarquable dans ce secteur mais qui devrait se développer sans porter préjudice à l'agriculture ; bien au contraire, les bénéfices dégagés en faveur de l'Etat dans le secteur minier devraient être investis dans les infrastructures nécessaires à l'essor de l'agriculture.

Pour autant, les potentialités agricoles de la province justifient une politique agricole ambitieuse et cohérente dotée d'outils performants pour sa réalisation.

Facteurs spécifiques

Parmi les plus importants on peut citer :

- L'absence d'une politique avérée de relance post-conflit du secteur de la production agricole, pastorale et halieutique ;
- Le manque de programme agricole provincial cohérent et harmonieux ;
- Le manque de politique de gestion physique rationnelle des terres arables, des pâturages, des ressources halieutiques, entraînant notamment la déforestation et le déboisement inconsidéré ;
Ces dégâts écologiques ont contribué à la perturbation du régime des précipitations avec pour conséquence la perturbation du calendrier agricole (il n'y a plus de dates fiables comme par le passé). Il y a lieu de citer également le non respect des périodes de fermeture de pêche pour permettre la reproduction des poissons, les feux de brousse dévastateurs de l'humus, ... ;
- Le manque d'encadrement et d'assistance technique des pouvoirs publics ;
- Le manque des statistiques agricoles, pastorales et halieutiques fiables ;
- Le manque des statistiques sur les besoins en denrées alimentaires dans la province permettant de planifier les différentes productions vivrières telle le maïs, le manioc et l'arachide ... ;
- L'absence de politique agricole en matière d'aménagement des zones agricoles à haut potentiel et dans le cadre d'une intégration agriculture -pêche –élevage.

Il nous semble donc important d'insister pour que des résolutions fortes et volontaristes soient prises pour la relance agricole au Katanga. Celles-ci peuvent être résumées comme suit :

Sur le plan des structures et législatif :

1. Investir massivement dans la réhabilitation des voies de communication fluviales, terrestres, ferroviaires pour désenclaver durablement l'intérieur de la province et prioritairement les zones de production ;
2. Mettre en place un système de crédit adapté en faveur des associations de producteurs et d'opérateurs agricoles (micro crédit) ;
3. Initier un programme de relance de l'agriculture en privilégiant une diversification des revenus afin d'optimiser la gestion des risques pour l'exploitant agricole familial ;
4. Réduire les politiques de distribution gratuite d'intrants car elles s'opposent au processus de développement et maintiennent les populations rurales dans la recherche du moindre effort ;
5. Inciter fermement les agences humanitaires à acheter localement les vivres de première nécessité (maïs, riz, haricots), et réduire la politique d'assistance humanitaire aux seules populations rendues vulnérables par des catastrophes naturelles et des conflits ;
6. Appliquer effectivement les dispositions de la loi ou du décret qui accordent des allègements fiscaux et douaniers à l'importation des intrants et des équipements agricoles ; simplifier la parafiscalité agricole (entités administratives décentralisées) ;

7. Procéder à la vulgarisation du code agricole avec un régime fiscal et douanier incitatif ; réduire le coût de l'énergie électrique et du gasoil (carburant agricole) ;
8. Proposer au Gouvernement central la révision de la loi foncière de manière à renforcer la protection et la garantie de la propriété privée contre les vols, les pillages et violations foncières, expropriation, déplacement des populations installées sur des domaines miniers, etc. ;
9. Proposer l'élaboration du cadastre agricole à l'instar du cadastre minier pour que les terres et les vallées fertiles soient réservées aux seules activités agricoles.

Sur le plan de la stabilisation macro-économique :

1. Outre la stabilisation et le rétablissement des flux commerciaux ainsi que des moyens de paiement, il s'agit de réduire les coûts des productions agricoles locales et de favoriser des mécanismes de réduction des charges tarifaires (importation d'intrants) ;
2. Une simplification des procédures administratives et fiscales ainsi que la réduction de la parafiscalité (entités administratives décentralisées) s'imposent ;
3. Instaurer une politique fiscale spécifique au secteur agricole avec, pour base minimale, le régime le plus favorable accordé aux investisseurs agréés par le code d'investissement national et certains aménagements propres au secteur agricole.

Sur le plan des infrastructures socio-économiques de base :

1. Affecter prioritairement les ressources financières à la réhabilitation et l'extension des grands axes de transport routier, fluvial et ferroviaire ; Procéder au renouvellement des charrois et flottes privées par la mise en place des facilités d'accès aux fonds de promotion de l'Industrie ;
2. Mettre en place des mécanismes de financement et des mesures adéquates d'encadrement pour permettre aux entités décentralisées de prendre en charge la réhabilitation, l'entretien, voir l'expansion des équipements collectifs ;
3. Mobilisation des moyens pour la mise en œuvre de la réhabilitation et l'entretien des pistes rurales et des grandes voies de communication en impliquant étroitement les populations rurales concernées ;
4. Créer les infrastructures sociales minimales pour rendre le milieu rural attractif : eau potable, énergie (électricité), enseignement, service médical, accès à l'information, habitat, loisirs etc.

Sur le plan de la commercialisation :

1. Aménager les points de collecte et de stockage des produits ;
2. Amélioration des systèmes d'information sur les statistiques agricoles, les prix et les marchés ;
3. Encadrer le secteur privé dans la commercialisation d'intrants ;
4. Faciliter l'accès au crédit commercial et généraliser la politique du crédit ;
5. Appuyer l'organisation de marchés agricoles, faciliter la création de marchés de gros, et de détail ;
6. Soutenir le regroupement des producteurs en coopératives agricoles de production et/ou de vente avec l'appui des ONG ;
7. Appuyer le développement des filières et l'amélioration de la valeur ajoutée des productions par la conservation, le conditionnement et la transformation (favoriser le stockage et la consommation locale des produits).

Sur le plan de la politique budgétaire et du financement agricole :

1. Amener l'Etat à concrétiser les engagements pris au sommet de Maputo en accordant progressivement 10% du budget national au secteur agricole ;
2. Convaincre les entreprises minières à investir jusqu'à 10% de leur chiffre d'affaire dans le secteur agricole soit directement en créant des directions de production agricole soit indirectement en passant par des tiers (jeunes diplômés agronomes, fermiers, autres professionnels de l'agriculture, etc. ;
3. Négocier avec les entreprises minières pour les amener à acheter d'abord sur le marché local avant de se tourner vers le marché agricole extérieur. Pour ce faire, surtaxer les importations superflues des produits agricoles.

Bibliographie

1. KALAMBA, T., KHONDE, M., ILUNGA, N., & MANSINSA, M., 1998: Monographie de la Province du Katanga. PNUD/UNOPS. Programme National de Relance du Secteur Agricole et Rural (PNSAR), 146 p.
2. KASONGO, L.M., 2008 : Système d'évaluation des terres à multiples échelles pour la détermination de l'impact de la gestion agricole sur la sécurité alimentaire au Katanga, RD Congo, Thèse de doctorat, URG, 309 p.
3. LUTETE, V., 2007 : Potentiel Agricole et développement rural en République Démocratique du Congo, N° spécial sur le développement et la politique agricole en RD Congo, CAVTK, Kinshasa : 29-31.
4. MALAISSE, F., 1997 : Se nourrir en forêt claire Africaine. Approche écologique et nutritionnelles. Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale, CTA. Les presses agronomiques de Gembloux. 384 p.
5. Ministère de l'Agriculture, 2005 : Table ronde agricole provinciale du Katanga, Rapport final inédit, 174 p.
6. OFIDA, 2003 : Tarifs des droits et taxes à l'importation, 1^{ère} édition, Kinshasa, 306 p.
7. PAM, Ministère du Plan & INS, 2008 : Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité : collecte et analyse des informations pour le CFSVA, Rapport inédit, 97 p.
8. PNUD, 2008 : Rapport mondial sur le développement humain, 376 p.
9. UNICEF, 2002 : Enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes, MICS2/2001, Rapport d'analyse.

Annexes

1. Exploitants agricoles

Enquête évaluative de la crise sur l'emploi au Katanga

(Par le Bureau International du Travail « BIT » avec l'autorisation n°06/860/CABMIN/MAF/KAT/2009 du Ministère Provincial des Mines et Affaires Foncières)

Contact : Professeur Modeste MUTOMBO KYAMAKOSA, Consultant/BIT : Coordonnateur

(Tel. 09998008000/0813331171 Bureau : Avenue Kamanyola n°175 Com. Lubumbashi

mutombokyamakosa@yahoo.fr

C. Exploitants agricoles

Noms :

Adresse :

Ville : (Lubumbashi – Likasi - Kolwezi)

Questions d'ordre général

1. Depuis combien de temps êtes-vous cultivateur ?
2. Est-ce votre principale activité ou avez-vous une autre activité de survie (A préciser) ?
3. Combien de personnes avez-vous à votre charge ?

	0- 5ans	5-12 ans	12-18 ans	> 18 ans	> 60 ans
Hommes					
Femmes					
4. Combien de champ avez-vous ? quelles sont les superficies ?
5. Etes-vous propriétaire ou locataire des terres que vous exploitez ?
6. Quelles sont les cultures que vous exploitez et quelles quantités avez-vous produites les deux dernières années ?
 - Céréales :
 - Légumineuses :

- Tubercules et racines :
7. Combien de repas consomme votre ménage par jour ?
8. Comment trouvez-vous l'alimentation de votre ménage
- Equilibrée
 - Pauvre
 - Insuffisante

Questions relatives à la crise

9. Comment ressentez-vous la crise financière ?
- Hausse généralisée des biens et services
 - Rareté des biens et denrées de première nécessité sur le marché
 - Réduction du revenu agricole
 - La forte diminution du pouvoir d'achat
 - Autres (à préciser)
10. Par rapport aux autres activités comment qualifiez-vous la crise que vous ressentez ?
- Sévère –modérée – indifférent
11. Sur le plan professionnel, comment ressentez-vous la crise ?
- Difficile accès aux intrants de bonne capacité productive
 - Difficultés de vendre les produits
 - Autres (à préciser)
12. Que faites-vous pour atténuer les effets de la crise dans votre ménage ?
- Réduction de la quantité de repas
 - Réduction de la qualité de repas
 - Réduction du nombre de repas consommés par jour
 - Diminution des charges sociales de la famille : déscolarisation des enfants, soins traditionnels, etc.
13. Par rapport aux activités agricoles, que faites pour atténuer les effets de la crise ?
- Réduction des superficies à cultiver
 - Recours aux intrants de qualité réduite
 - Recours à d'autres techniques moins onéreuses
 - Recours au mouvement associatif

- Abandon de l'agriculture pour une autre activité
14. Pensez-vous que l'agriculture peut atténuer la crise financière mondiale ? A quelles conditions ?
15. Le secteur minier a-t-il une influence sur vos activités ? Comment le ressentez-vous ?
- Par la réduction des superficies disponibles
 - Obligation à cultiver à des très grandes distances du village
 - Expropriation des terres
 - Vols des produits des champs par la multitude des creuseurs à proximité du village
 - Recrudescence des maladies de la ville : criminalité, prostitution, etc.
16. Qu'est-ce qui d'après vous motive les agriculteurs de votre milieu à abandonner l'agriculture au profit d'autres secteurs comme les mines

2. Institutionnels agricoles

Enquête évaluative de la crise sur l'emploi au Katanga

(Par le Bureau International du Travail « BIT » avec l'autorisation n°06/860/CABMIN/MAF/KAT/2009 du Ministère Provincial des Mines et Affaires Foncières)

Contact : Professeur Modeste MUTOMBO KYAMAKOSA, Consultant/BIT : Coordonnateur

(Tel. 09998008000/0813331171 Bureau : Avenue Kamanyola n°175 Com. Lubumbashi

mutombokyamakosa@yahoo.fr

B. Les Institutionnels

Noms :

Contact :

Qualité :

Service :

1. Quelles sont les données démographiques actuelles dans les principales villes de l'Hinterland minier du Katanga (Lubumbashi, Likasi et Kolwezi) ?
2. A quelle période avez-vous constaté l'accroissement prononcé de la population ?
 - Avant les guerres dites de libération
 - Lors des guerres de libération
 - Pendant le boom minier
 - Autre (à préciser)
3. Comment avez-vous ressenti les effets de la crise mondiale ?
 - Flambée des prix
 - Augmentation du nombre de chômeurs due à la fermeture de 95% des Entreprises minières
 - Déscolarisation

- Reprise de la criminalité (grande et petite) dans les 3 villes et sur les grands axes routiers de l'Hinterland minier
 - Augmentation du nombre d'enfants utilisés dans les activités de survie y compris les carrières, les mines et autres activités connexes
4. Comment la population réagit-elle à la crise au niveau des ménages ?
- Diminution du nombre et de la qualité des repas
 - Augmentation du nombre d'enfants non scolarisés
 - Multiplication des activités de commerce à la sauvette
 - Autres (à préciser)
5. Comment ressentez-vous la crise mondiale dans votre secteur ?
- Flambée des prix à l'importation
 - Manque de capitaux frais
 - Baisse drastique des recettes
6. Comment y réagissez-vous ?
- Réduction des salaires
 - Réduction des effectifs du personnel
 - Réduction des charges du personnel
 - Aucune
7. Avec qui ces réactions sont-elles négociées ?
- Les travailleurs directement
 - Le syndicat
 - L'Etat
8. Quels sont les besoins alimentaires mensuels des produits alimentaires de base dans les 3 villes de l'HMK ?

- | | |
|------------------|-------------------|
| 1 Maïs (farine) | 8 Viande |
| 2 Manioc | 9 Poissons |
| 3 Arachide | 10 Pomme de terre |
| 4 Huile | 11 Légumes |
| 5 Haricot | 12 Blé |
| 6 Patate douce | 13 Fruits |
| 7 Pomme de terre | 14 Autres |

9. Quel est le niveau de production locale pour chacune de ces spéculations ?
10. Quelles sont les quantités importées pour satisfaire la demande locale ? Indiquer les provenances ?
11. Quels sont les besoins annuels en intrants agricoles de l'Hinterland minier?

	Matériel	Quantité	Autres	Quantité
1	Houes		Engrais NPK	
2	Machettes		Engrais Urée	
3	Hâches		Herbicides	
4	Bêches		Pesticides	

12. Quels sont les principaux pays de provenance ?
13. Quels sont les prix à l'entrée ? Quels sont les prix sur le marché ?
14. A quelle période les prix sont-ils à la baisse/hausse ?
15. Quelles sont les principales contraintes à l'augmentation de la production agricole ?
 - Insuffisance qualitative et quantitative du paquet technologique aratoire chez les producteurs
 - Problèmes d'accès à la terre : Insuffisance des terres fertiles à cause de la concurrence avec les entreprises minières
 - Défaut d'encadrement technique
 - Perte de fertilité des sols disponibles
 - Accès difficile aux engrais et aux pesticides à cause des prix élevés
 - Manque de capitaux frais pour l'approvisionnement en intrants
 - Difficultés de commercialisation dues au déséquilibre entre les prix des produits importés et ceux des produits locaux
 - Difficultés d'écoulement des produits vers les centres de consommation
 - Découragement des producteurs suite aux effets conjugués des contraintes ci-dessus
16. Quels sont les besoins en intrants agricoles
17. Quel est l'effectif estimé des ménages agricoles dans l'Hinterland minier du Katanga?
18. Quels sont les rendements des principaux produits agricoles ?
19. Quelle est la superficie moyenne exploitée par les ménages agricoles ?

20. Quelles sont les principales contraintes à la production agricole ?

- Manque de financement
- Dégradation des voies et routes de desserte agricole
- Dégénérescence des semences
- Effritement des terres agricoles fertiles
- Exode professionnel

21. Quelles sont les possibilités de la province à produire localement